

---

## La cinquième élection législative en Iran : le vote d'une république mal aimée

Morad SAGHAFI

---



### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/cemoti/146>

DOI : [10.4000/cemoti.146](https://doi.org/10.4000/cemoti.146)

ISSN : 1777-5396

### Éditeur

AFEMOTI

### Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 1996

ISSN : 0764-9878

### Référence électronique

Morad SAGHAFI, « La cinquième élection législative en Iran : le vote d'une république mal aimée », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* [En ligne], 22 | 1996, mis en ligne le 04 mars 2005, consulté le 23 octobre 2023. URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/146> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cemoti.146>

---

Ce document a été généré automatiquement le 23 octobre 2023.

Le texte et les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés), sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

---

# La cinquième élection législative en Iran : le vote d'une république mal aimée

Morad SAGHAFI

---

- 1 Inconscients de la contradiction qu'ils institutionnalisèrent ou forcés par l'héritage d'un siècle de combats politiques pour un législatif élu par le peuple, ou bien encore par devoir envers les gens qui les avaient portés au pouvoir, les bâtisseurs de la République islamique d'Iran ont décidé qu'un parlement élu au suffrage universel constitue le pouvoir législatif de leur Etat. Ainsi, il a été décidé que le pouvoir tiendrait sa légitimité du vote du peuple. On avait bien affaire à une République. Toutefois, il est devenu vite clair qu'il faudrait compter avec une autre source de légitimité, c'est-à-dire l'Islam.
- 2 Minimisée par la ferveur révolutionnaire, ainsi que par la popularité jamais vraiment diminuée de l'Imam Khomeiny, mais aussi par une guerre mobilisant de plus en plus les énergies du pays jusqu'à l'épuisement, l'importance de la question de la coexistence de ces deux sources de légitimité n'a jamais été comprise par la société. En effet, la contradiction entre ces deux sources de légitimité n'était pas d'actualité, parce que la République et l'Islam étaient tous les deux incarnés en la personne de l'Imam Khomeiny. A l'époque il suffisait à chacun de faire preuve de vigilance révolutionnaire et de participer à la guerre pour être considéré comme un bon musulman, et donc un bon républicain. La participation de la population aux élections avait moins pour objectif d'élire ses députés ou son président de la République que pour montrer sa foi inébranlable dans sa révolution et son gouvernement islamique.
- 3 C'est avec la fin de la guerre et le décès de l'Imam que la question de la coexistence des deux sources de légitimité s'est rapidement posée et que les périodes électorales sont devenues des moments privilégiés de débat et de décision sur la primauté de l'une ou de l'autre.
- 4 La question a surgi une première fois en 1369 (1991), lors des élections de "l'Assemblée des experts" (*Majles Khobregân*) dont les membres sont élus au suffrage universel et qui, entre autres, a la lourde responsabilité de choisir le "Guide de la révolution" (*Vali*

*Faghih*). C'est au moment du dépôt des candidatures pour les élections de l'Assemblée des experts qu'on a appris que le "Conseil de surveillance" (*Chorayé Negahban*) exigeait un certain niveau de connaissance religieuse pour accepter les candidatures. Les candidats dont les qualifications n'étaient d'emblée pas reconnues par le Conseil étaient invités à passer un examen.

- 5 Plusieurs clercs, presque tous appartenant aux groupes des radicaux et à la majorité du troisième parlement refusèrent de passer cet examen, considérant cela comme un outrage à leur personne. Pour la première fois l'Islam est devenu l'excuse, sinon le moyen, pour les uns de barrer la route à d'autres musulmans. Mais l'importance politique de ce tour de force est passé presque inaperçue aux yeux de la grande majorité de la population. Cependant l'affaire n'est pas restée cachée aux yeux des activistes politiques.
- 6 La revue *Bayan*, éditée par le très politisé ancien ministre de l'intérieur Ali Akbar Mohtashemi, a consacré plusieurs articles à ce sujet, dénonçant la partialité engendrée par cet acte, concluant que "l'importance réelle de cette nouvelle donne de la vie politique iranienne sera connue lors des quatrièmes élections législatives"<sup>1</sup>. Le quotidien *Salam*, qui jouait le rôle de porte parole des "Clercs combattants" (*Rohanyouné Mobarez*), c'est-à-dire la majorité du troisième parlement, a aussi consacré des articles à cette question<sup>2</sup> avant de se lancer dans un vrai combat pour empêcher une pareille intervention du Conseil de surveillance à l'avenir.
- 7 Mais le Conseil n'a pas repris le même chemin lors des élections suivantes; il n'a pas exigé des connaissances approfondies en matière de religion pour choisir les candidats à la quatrième élection législative. En revanche, pour accepter la candidature des personnes intéressées, il a exigé leur "engagement pratique envers l'islam" pour la vérification duquel il s'est auto-déclaré juge. Une année durant, le quotidien *Salam* a débattu du sujet, n'hésitant pas à élargir le débat aux limites de tout pouvoir et de toute institution qui, de l'avis de ce quotidien, chercherait à contourner la légitimité émanant du peuple<sup>3</sup>.
- 8 En dépit du combat mené par *Salam*, le Conseil a maintenu sa position; toutefois, pour limiter les dégâts, il a admis la candidature des personnes les plus connues parmi les Clercs combattants. Malgré cela aucune d'entre elles n'a obtenu suffisamment de voix pour entrer au parlement. Les gens avaient voté pour le changement.
- 9 Le changement, ils l'ont eu : la majorité du parlement a changé certes; mais en même temps la République avait perdu un combat décisif contre les tenants de l'Islam et cela, juste au moment où après 12 années d'existence, l'espace politique du pays s'apprêtait finalement à tolérer une opposition légale dont *Salam* s'était fait, comme on vient de le voir, le porte-parole.
- 10 D'opposition légale, il n'y en a pas eu beaucoup depuis le renversement du régime impérial par la révolution islamique en Iran; toutefois, on en connaît au moins une : près d'un an après la réussite de la Révolution, "Le Mouvement de Libération d'Iran" (*Nehzaté Azadiyé Iran*) dirigé par le premier ministre du Gouvernement provisoire, Mehdi Bazargan, avait abandonné sa place pour retrouver le rôle qu'il aurait dû jouer dès le départ, celui d'une opposition légale et modérée. La ferveur révolutionnaire et l'obéissance dont faisait preuve la grande majorité de la société envers l'autorité quasi divine de l'Imam Khomeiny lui ont barré la route. A ce moment-là, la société était unie et solidaire et par conséquent, elle pensait peu ou pas aux cadres légaux et républicains

de ses activités sociales et politiques. En effet, elle ne voyait pas pourquoi elle changerait son unité de coeur et sa solidarité religieuse, contre une unité et une solidarité formelle dictée par la loi.

- 11 Une décennie plus tard, déchirée par une guerre d'usure qui ne lui servait même plus à maintenir sa cohésion, aigrie par des excès de plus en plus injustifiés dans l'application de la Shariat, expérimentant une nouvelle forme de pauvreté, lasse des promesses d'une vie meilleure qui tardait tant à venir, orpheline de son Imam, la société montrait des signes de fissures sérieuses et cherchait, plus par instinct de survie que par réflexion, des moyens nouveaux de réaliser son unité. Et c'est juste à ce moment précis que tomba le verdict du Conseil de surveillance, s'auto-proclamant juge et arbitre dans l'acceptation de la candidature de telle personne ou le refus de telle autre. Tout s'est passé comme si on avait répondu par la négative aux questions que la société avait à peine essayé de se poser.
- 12 Le long des quatre années qui séparent l'investiture du quatrième parlement et les élections législatives du 8 mars (premier tour) et 19 avril (second tour) 1996, la société a commencé à s'articuler en se posant de plus en plus de questions et chercher des réponses à ses innombrables problèmes qui, il faut bien le dire, étaient tout d'abord économiques, ensuite sociaux et politiques. Ce n'est pas le contenu significatif ou non des questions qui s'avérait important, mais le questionnement en soi, comme étant la nouvelle modalité de la participation socio-politique, qui était à souligner. Une modalité qui a permis au journal *Salam* de devenir le quotidien le plus lu et commenté du pays. *Salam* a consacré une rubrique aux questions téléphoniques posées par ses lecteurs. La rubrique a eu un tel succès que *Salam* a dû à plusieurs reprises lui consacrer deux pages entières.
- 13 A vrai dire, il était tout à fait normal que la société se pose des questions, confrontée qu'elle était à de graves problèmes. La reconstruction du pays et ses besoins en capitaux venaient en premier; d'où le programme de privatisation lancé par le gouvernement et précédé par une campagne pour le retour des entrepreneurs iraniens immigrés à l'étranger après la révolution. Puis il fallait créer des emplois pour tous ceux qui revenaient de la guerre et revenir en aide aux familles de ceux qui n'en sont pas revenus; d'où le changement du rôle des institutions para-étatiques tel que la Fondation des déshérités (*Bonyad Mostazafan*) et sa participation de plus en plus active dans des projets dits de développement, d'où aussi la campagne pour restaurer l'image ternie de l'entrepreneur qui, quelques années auparavant, était encore traité de "sangue capitaliste". Et puis venaient les besoins en consommation et en participation sociale et politique de toute une foule à qui on ne pouvait plus demander de se serrer la ceinture ni de se taire du fait de la guerre.
- 14 Percevant ces nécessités et ses besoins plus que tout autre dirigeant, Hachemi Rafsandjani est devenu la seule personne à qui on faisait confiance pour sortir l'Iran de sa situation catastrophique. Ce n'est pas un hasard si les vainqueurs des quatrième élections législatives avaient choisi comme mot d'ordre de leur campagne électorale : "Obéir au guide de la révolution et soutenir Rafsanjani". L'obéissance au guide étant entendue par ces personnes comme faisant partie de la constitution, leur programme se résumait en fait, au soutien de Rafsanjani.
- 15 Mais, cela se passait trois ans après la fin des hostilités contre l'Irak et deux ans après l'élection de Rafsanjani à la Présidence de la République. La dynamique de la fin de la guerre battait son plein, des signes sérieux d'apaisement étaient visibles dans les

relations extérieures de l'Iran, tant avec les pays voisins du golfe Persique qu'avec les pays européens et même avec les Etats-Unis. Les entreprises étrangères s'intéressaient à l'Iran dont les besoins pour la reconstruction et la reprise des activités de production se chiffraient par dizaines de milliards de dollars. Dans ces conditions, personne ne s'est vraiment posé la question de savoir si le groupe qui soutenait Rafsandjani était réellement prêt à défendre son programme d'ouverture, tant sur le plan économique que social et politique, et moins encore si son programme économique de privatisation et d'élimination des subventions allait ou non aggraver la situation d'une grande partie de la population, à savoir la masse des fonctionnaires de l'Etat ainsi que les ouvriers; Tout ce qu'on voulait, c'était se débarrasser des durs et des radicaux, symboles d'une période difficile et plutôt amère : on voulait le changement.

- 16 Quatre ans après, les choses étaient bien différentes et surtout plus claires. Le programme de privatisation s'est essouffé sans avoir changé grand chose dans l'espace économique du pays; il n'y a presque pas eu de déplacement de capitaux vers l'Iran, la dette extérieure a obligé le pays à se replier sur lui-même, l'inflation a été officiellement aux alentours de 50% pour trois années successives, il n'y a pas eu d'ouverture politique considérable et finalement les quelques libertés acquises au niveau de la presse et dans les universités paraissaient plus fragiles que quatre ans auparavant.
- 17 Sur le plan international, le refus catégorique et l'appel dynamique au rejet du processus de paix israélo-arabe a non seulement mis fin au rapprochement timide avec les Etats-Unis, mais a valu à l'Iran une hostilité de la part des Américains, inaperçue depuis la prise d'otages à leur ambassade à Téhéran. Le rapprochement avec les pays européens en suspens en raison de l'affaire Rushdie et celui avec les pays arabes voisins, en raison de la création du conseil de sécurité du Golfe persique, dont l'Iran est absent. Somme toute, aucun acquis considérable et surtout définitif n'est résulté de six années de règne du président Rafsandjani.
- 18 Une chose toutefois, est devenue claire : ceux qui profitant du désir de changement et de la popularité de Rafsandjani avaient réussi à s'accaparer du pouvoir législatif, entendaient maintenir leur mainmise sur ce pouvoir, l'utilisant comme base pour élargir leur pouvoir à l'exécutif après le départ du Président. Bref, un projet de mainmise totale sur le pays qui, tenant compte de l'inconciabilité de ses meneurs<sup>4</sup>, allait se réaliser malgré les Hommes du Président. Mais, réaliser ce rêve totalitaire, c'était sans compter avec la volonté politique des personnes qui, six années durant, avaient travaillé à la réalisation d'un projet qui malgré toutes ses lacunes était depuis la fin de la guerre le seul présenté par un des courants officiels du pouvoir.
- 19 C'est ainsi que, quatre mois avant la date des élections, un texte signé de seize personnes a été rendu public; parmi ses signataires on relevait le nom des ministres des Télécommunications, de l'Economie et celui de l'Agriculture, du vice président aux affaires parlementaires et juridiques (Ataollah Mohadjerani) et du célèbre et dynamique maire de Téhéran (Gholam-Hossein Karbastchi)<sup>5</sup>. Tollé général : "Tentative de mainmise de l'exécutif sur le législatif", disaient certains<sup>6</sup>, "sous-évaluation du rôle du quatrième parlement" disaient d'autres<sup>7</sup>. La majorité du quatrième parlement a menacé de retirer son vote de confiance au gouvernement et de trainer devant les tribunaux, toutes personnes profitant de leur situation dans l'exécutif pour influencer les élections. Dix jours durant, l'Iran a vécu une véritable ambiance pré-électorale.
- 20 Mais que disait précisément ce texte? Et pourquoi une telle réaction?

- 21 A y regarder de près, ni ce texte ni tous ceux<sup>8</sup> qui plus tard ont été signés par un nombre plus restreint de personnes ayant des responsabilités étatiques (on est passé du groupe des 16 aux groupes des 6 et des "Serviteurs de la Construction" à "une Partie des Serviteurs de la Construction"), ne comprenaient de programme politique défini, ni de projet social clair, ni même de plan d'action pour les années à venir. On y trouvait l'éloge excessif de Rafsandjani, au point de dire que "pour la dignité, l'estime et la gloire du Parlement islamique, il suffit d'avoir l'honneur de commencer sa vie sous la présidence de Hachemi Rafsandjani"<sup>9</sup>. Ce pamphlet disait aussi que l'héritage du Président était beaucoup trop vaste et trop riche pour qu'il puisse être repris par un seul groupe et parmi les héritiers ceux qui avaient eu l'honneur de l'accompagner pendant ces six années, dans sa tâche de reconstruction du pays, étaient les mieux placés pour avoir la confiance du peuple lors des élections législatives qui s'approchaient.
- 22 Certes, les Hommes du Président avaient raison de revendiquer plus que quiconque l'héritage de Rafsandjani. La majorité sortante n'avait fait que profiter de la popularité de Rafsandjani pour se tailler la part du lion aux élections législatives précédentes, n'hésitant pas à se désolidariser de lui quand les difficultés étaient apparues. Là où les Hommes du Président avaient tort, c'était de croire à la pérennité de la popularité de leur héros. Ils avaient aussi tort d'oublier que, bon gré mal gré, ils devaient leur place dans l'exécutif au bon vouloir de la majorité sortante; une majorité qui avait à plusieurs reprises montré sa force en retirant sa confiance à certains ministres et en forçant d'autres à démissionner. Et puis ils ne devaient pas oublier la présence du tout puissant Conseil de surveillance qui pouvait à tout moment les éliminer purement et simplement de la liste des candidats. Que pourraient-ils bien dire si cela leur arrivait, eux qui s'étaient tus devant une pareille intervention contre leur rival politique lors des quatrièmes élections législatives? Il fallait donc qu'ils calment le jeu d'abord et qu'ils négocient ensuite.
- 23 Les termes et les modalités des négociations ne sont évidemment pas connus de l'homme de la rue<sup>10</sup>. On connaît seulement les partenaires et le résultat. C'est suite à la publication des listes de chaque groupe qu'on a pu constater que les "Serviteurs" avaient engagé des négociations avec la majorité sortante bien sûr, mais aussi avec d'autres groupes tel que "La Maison des Travailleurs" (Khaneyé Kargar) et les "Combattants de la Révolution islamique" (Modjahediné Enghelabé Eslami)<sup>11</sup>.
- 24 La majorité sortante a présenté sa propre liste presque partout dans le pays et surtout à Téhéran. Les "Serviteurs" qui n'ont pu présenter de liste que dans la capitale, ont admis dans leur liste, composée en tout de trente personnes, une dizaine de candidats parmi les plus connus de la majorité sortante. Des gens qui, quinze jours auparavant se traitaient comme des ennemis jurés, voilà qu'ils se trouvaient côte à côte sur une même liste! D'ailleurs, la liste des "Serviteurs" n'était pas seulement le lieu de la réconciliation de la majorité sortante et des Hommes du Président, mais encore le lieu de rencontre des candidats de la "Maison des Travailleurs", qui se considéraient comme de gauche, et de cette même majorité sortante, traitée par cette gauche comme les représentants de la bourgeoisie marchande (les bazaris) et donc comme les pires ennemis des travailleurs.
- 25 Le moment était vraiment venu de s'intéresser un peu aux électeurs déroutés par tous ces changements d'attitude et ces listes communes; électeurs qui étaient abandonnés à

leurs problèmes économiques et qui n'avaient que sept jours pour être informés de la façon dont les candidats allaient les couronner.

- 26 Il est vrai que durant les sept jours de campagne électorale officielle, il était difficile de débattre en profondeur des problèmes majeurs de la société, tels que l'inflation, le chômage, l'emploi des jeunes, la dette extérieure du pays et évidemment, les atteintes aux libertés individuelles et collectives. Mais que l'on profite de cette occasion pour semer encore plus de confusion chez les électeurs et qu'on passe sous silence tout ce qui avait affaire de près ou de loin avec les problèmes politiques, n'était pas non plus digne d'une campagne dont le résultat avait été annoncé comme devant avoir des conséquences vitales pour le pays.
- 27 Les "Serviteurs de la Reconstruction" sollicitaient la confiance des électeurs afin de poursuivre leur programme, en oubliant que ce qu'ils avaient fait jusque là n'avait amélioré la vie que d'une minorité, et que la grande majorité des gens travaillaient deux fois plus, pour voir leur pouvoir d'achat réduit de moitié.
- 28 Les candidats de la majorité sortante se vantaient d'avoir empêché le gouvernement de mener un programme économique trop libéral en vue de prévenir l'élimination des subventions des produits de base, et d'avoir fait établir le contrôle étatique des prix. Ils prétendaient ainsi avoir freiné l'augmentation des prix et donc avoir défendu par ce moyen les intérêts des déshérités. Ils avaient oublié que quatre ans auparavant, pour se faire élire, ils avaient soutenu le programme d'élimination des subventions aux produits de base, prétendant qu'elles aient bénéficié à ceux qui achètent le plus, c'est-à-dire aux riches. D'autre part, les électeurs se demandaient pourquoi et depuis quand le riche marchand du bazar qui s'était enrichi grâce à cette situation était devenu le défenseur d'un système de contrôle étatique des prix.
- 29 Les candidats de la "Maison des Travailleurs" se sont tout simplement contentés de dire que leur présence briserait le monopole de la "droite" au parlement. Ainsi résumé, leur programme ne servait qu'à brouiller davantage le paysage politique où les candidats de "gauche" et de "droite" se trouvaient côte à côte sur la liste des "serviteurs".
- 30 Mais malgré l'absence de programmes politiques clairs, et malgré les listes compromettantes pour les adversaires sans que les termes des négociations soient connus des électeurs, il se trouvait une sorte de dynamisme ou plus exactement d'énervements parmi les candidats dont tous comprenaient que les électeurs attendaient beaucoup des résultats de ces élections. Ce que ces électeurs attendaient en réalité c'est que l'on réalise enfin ce qu'on leur avait promis la première fois dès la fin de la guerre, puis aux élections législatives, et aux présidentielles précédentes, et ce qu'ils n'avaient pas pu obtenir, concrètement l'élévation de leur pouvoir d'achat et plus de liberté. Pour cela ils sont allés voter en masse.
- 31 Le taux de participation aux cinquièmes élections législatives fut le plus élevé depuis la fondation de la République islamique (71% des inscrits sont allés aux urnes au premier tour). Mais faute de programmes politiques clairs, chacun a voté selon ses propres opinions et conjectures, enregistrant ainsi un autre record dans l'histoire parlementaire de la République islamique : le record de dispersion des voix. A cet égard, l'analyse des résultats dans la capitale, dont le vote reste encore aujourd'hui déterminant de l'ambiance politique du pays, est révélatrice. Les élus sont entrés au parlement avec une moyenne de 11% seulement des voix des ayants droit au vote; (le

premier élu a obtenu 19% des voix tandis que les dix derniers ont obtenu moins de 10%). Ce qui veut bien dire qu'aucun candidat et, aucun des courants présents aux élections n'a pu mobiliser massivement. Outre, l'ensemble des courants n'a obtenu que le tiers des voix des inscrits et moins de la moitié des suffrages exprimés. En d'autres termes, il n'y a pas eu de vrais vainqueurs.

- 32 En revanche, des célèbres perdants et des niets symboliques, il y en a eu dans tous les rangs.
- 33 De la majorité sortante, n'ont pas été élus : 1- Assadollah Badamtchian, le responsable de la commission de l'article 110 de la constitution qui traite de la liberté des partis politiques; c'est lui qui, depuis des années, se prétendant le porte parole du peuple, a été l'un des éléments clé d'opposition aux activités des partis politiques. 2- Habibollah Asgaroladi, le Président du groupe, *Mo'taléfé* islamique, le composant le plus politiquement significatif et déterminant de la majorité sortante, connu pour ses partis pris en faveur des marchands du Bazar. 3- Seyyed Alinaghi Khamouchi, l'ancien Directeur de la Fondation des déshérités et le plus acharné des défenseurs du libéralisme économique, dans la majorité sortante.
- 34 Des "Serviteurs", proches du maire de Téhéran, qui ont été présentés comme les fers de lance de la nouvelle tendance technocrate, n'ont pas été élus. Cet échec a mis en doute l'importance des projets que ce groupe se vantait tant d'avoir réalisés. S'appuyant sur ces projets, les "Serviteurs" croyaient gagner les élections.
- 35 Des candidats se réclamant de la gauche n'ont pas été élus : 1- Behzad Nabavi, le célèbre ministre de l'Industrie lourde dans le cabinet de Mir Hossein Moussavi, dont il a été aussi le porte parole, mais aussi le théoricien et fervent défenseur de la politique de l'étatisation de l'économie en ces temps-là. 2- Mohamad Salamati, l'ancien ministre de l'Agriculture dans trois cabinets successifs avant la Présidence de Rafsandjani et le Premier secrétaire de "Modjahedin-e Enghelab-e Eslami". Ainsi, les cinquièmes élections législatives d'Iran ont laissé beaucoup plus de perdants que de gagnants.
- 36 En s'érigeant comme juge et arbitre de l'acceptation ou du refus des candidatures aux élections parlementaires, le Conseil de surveillance a cru marquer un point décisif contre la République. En se contentant de montrer les griffes afin de négocier à huis clos une part plus grande du pouvoir au lieu de présenter des programmes politiques définis et par là entrer définitivement dans l'ère républicaine dont la transparence est la première des exigences, les Hommes du Président ont renouvelé leur lien avec le despotisme qui fait toujours un secret des affaires de la nation. Et finalement en laissant faire à sa guise le Conseil de surveillance dans l'élimination de la moitié de ceux qui s'étaient portés candidats, toutes les personnes dont la candidature avait été approuvée ont selon un accord tacite accepté de remplacer l'égalité du droit digne d'une République par l'apartheid. Cependant, le jour des élections, cette République si ignorée et si mal aimée, en privant de son soutien tous les courants présents aux élections, a dit le dernier mot. Désormais c'est avec elle qu'il faudra compter.

---

## NOTES

1. T. Emami, "Barandeyé Entekhabat Va Ayandeh", *Bayan*, numéro 5-6, septembre-octobre 1369 (1991).
2. Voire par exemple "Tadjrobéyé talkhé Khobrégan : Entekhabaté dovomine doréyé madjles khobrégan dar sali ké gozacht", *Salam*, 26/12/1369 (mars 1992).
3. Pour l'historique de ce débat, ses péripéties, ses limites et sa conclusion voir : Morad Saghafi, "Salam : Rouzchomaré yek tadjrobéyé siassi", *Goft-O-Gu*, numéro 4, été 1373 (1995), pp. 89-110.
4. Quelques jours après avoir subi les attaques de la majorité sortante, le quotidien *Hamchahri* a publié un article concernant les raisons de la publication du communiqué en question. Selon l'article, les signataires du communiqué ont eu l'accord du Président pour le publier. Cet accord leur a été donné une fois que la majorité sortante eut refusé la proposition de Rafsandjani pour inclure cinq des Hommes du Président sans sa liste électorale.
5. Le texte du communiqué a été entre autres publié dans *Bahman*, 30/10/74. L'hebdomadaire *Bahman* édité par Ataollah Mohadjerani, un des signataires du "communiqué du 16", doit être considéré comme l'organe officiel des "Serviteurs de la Reconstruction". Sa parution s'est arrêtée après le deuxième tour des élections.
6. Morteza Nabavi. Le journal *Resalat*, 4/11/74. *Resalat* doit être considéré comme le porte-parole de la majorité du quatrième parlement islamique.
7. Kazem Anbarloui, *Resalat*, 6/11/74.
8. Le deuxième communiqué a aussi été publié en premier dans *Bahman*, 14/11/74.
9. Texte du premier communiqué.
10. Certaines rumeurs concernant ces négociations ont été divulguées par l'hebdomadaire "Bahar" qui très probablement à cause de ce genre de franchise a vu ses portes se fermer après la publication de 3 numéros.
11. Un groupe très actif au début de la révolution, ayant plusieurs ministres aux gouvernements pendant les années de la guerre avec l'Irak, mais aussi dans le gouvernement de Rafsandjani.

---

## RÉSUMÉS

Inconscients de la contradiction qu'ils institutionnalisait, contraints par l'héritage d'un siècle de combats politiques pour un législatif élu par le peuple ou bien par devoir envers les gens qui les avaient portés au pouvoir, les bâtisseurs de la République islamique d'Iran ont décidé qu'un parlement élu au suffrage universel constituerait le pouvoir législatif de leur Etat. Ainsi, il a été décidé que le pouvoir tiendrait sa légitimité du vote du peuple. On avait bien affaire à une

République. Toutefois, il est rapidement apparu qu'il faudrait compter avec une autre source de légitimité, c'est-à-dire l'islam.